

Baromètre économique de l'UIMM

Janvier 2025

Ce cinquième baromètre trimestriel est réalisé grâce aux informations fournies par les fédérations professionnelles, aux enquêtes régionales de la Banque de France et à celles menées par certaines chambres territoriales de l'UIMM auprès de leurs adhérents, ainsi qu'à des statistiques publiques qui peuvent être agrégées afin de couvrir au plus près le champ de la métallurgie.

Points de repère économiques de la branche métallurgie en France :

CHIFFRES D'AFFAIRES : 561 milliards d'€ en 2022

VALEUR AJOUTÉE : 136 milliards d'€ en 2022 (47 % de la VA manufacturière)

SOLDE COMMERCIAL : - 48 milliards d'€ en cumulé sur 12 mois en novembre 2024

EFFECTIFS SALARIÉS : 1,5 million fin 2021 (champ de la convention collective)

TAUX DE RECOURS À L'INTÉRIM : 6,9 % au troisième trimestre 2024

Les dernières tendances conjoncturelles dans la métallurgie :

PRODUCTION : ➡ COMMANDES : ↓ EXPORTATIONS : ➡ INVESTISSEMENTS : ↓

AUTOMOBILE : Si les immatriculations de véhicules utilitaires légers comme industriels ont résisté l'an dernier en France, celles de véhicules particuliers ont reflué de 3 %, ressortant à 1,72 million d'unités d'après le CCFA. Les incertitudes de nature politique n'incitent en effet pas les ménages à engager des dépenses importantes, de sorte que leur taux d'épargne s'est plutôt raffermi. Pour la première fois, à 17 % du total (25 % en incluant les hybrides rechargeables), le poids des achats de véhicules électriques ne progresse plus et a même reculé en Europe, particulièrement en Allemagne où les subventions ont été supprimées dès la fin 2023. Dans l'Hexagone, après les résultats encourageants de l'exercice précédent, le volume de la production des *constructeurs* aura connu une contraction équivalente à 17 % en 2024 d'après les indices produits par l'Insee jusqu'en novembre, et, celui des *équipementiers*, de 8 %.

AÉRONAUTIQUE : La production du secteur de la construction aéronautique se situe en retrait de l'ordre de 20 % par rapport au niveau enregistré juste avant le Covid, alors même que la visibilité sur les carnets de commandes est toujours excellente. En effet, la montée en cadence reste limitée par la *supply chain* (notamment en matière financière) et la grève chez Boeing entre septembre et novembre derniers a clairement affecté l'activité de certains équipementiers (globalement, 90 % de la *supply chain* se portait bien en 2023 d'après le Gifas). L'an dernier, les exportations mesurées par les douanes n'ont guère varié, et, les Etats-Unis sont devenus le premier client devant l'Allemagne (ces deux marchés captent à eux deux un tiers des livraisons depuis notre pays) ; l'excédent commercial a approché 26 milliards d'€ (janvier-novembre annualisés), après 30,5 milliards en 2023.

NAVAL : Porté par la défense et les bateaux de croisière, le secteur naval affiche de nouveau une trajectoire dynamique : le chiffre d'affaires aurait grimpé de 12 % en 2024 dans l'Hexagone selon le Gican, après déjà + 13 % en 2023 et + 5 % en 2022. A environ 1,4 milliard d'€ l'an dernier, l'excédent commercial est resté proche de la moyenne enregistrée cette décennie (sources douanières). De leur côté, les effectifs connaissent une hausse régulière, laquelle se prolongerait à l'horizon des prochaines années. Cette situation ne doit pas faire oublier que, comme dans les autres secteurs, les PME sont particulièrement fragilisées par le renchérissement passé du coût de leurs intrants et que leur trésorerie est mise à rude épreuve.

MÉCANIQUE : D'après les informations transmises par la FIM, la baisse des facturations d'*équipements de production* est ressortie à 1,7 % sur un an en valeur lors des onze premiers mois de 2024. Toutes les catégories ont inscrit une décrue, à l'exception des équipements d'emballage, des matériels pour les industries du papier-carton, et, des machines pour le travail du caoutchouc ; deux branches ont subi une correction à deux chiffres, à savoir le machinisme agricole et les machines pour la construction. De surcroît, les ventes de *produits dits de grande consommation* (coutellerie, outillage) ont cédé 3,7 % et celles de *pièces issues de la sous-traitance* quasiment 1 % (fonderie, découpage-emboutissage, etc.). Seuls les *sous-ensembles intégrés* ont obtenu une petite croissance de leur chiffre d'affaires (+ 0,5 %), surtout grâce aux générateurs de vapeur et aux moteurs et turbines.

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES : Dans le *secteur électrique*, les stocks de produits finis mesurés dans l'enquête mensuelle de conjoncture de l'Insee étaient jugés élevés fin 2024 (avant de s'alléger brutalement en janvier 2025), et, les carnets de commandes se maintenaient à un niveau dégradé. Le volume de la production a diminué de 1,8 % entre le deuxième et le troisième trimestre 2024 selon la FIEEC, notamment sous l'effet des mauvais résultats enregistrés pour la fibre optique et pour les câbles ; à l'inverse, celui relevant de la réparation est reparti de l'avant après une légère baisse au printemps. Dans l'*électronique*, l'activité est restée quasiment stable, la chute dans l'électronique grand public (- 11 %) et les cartes assemblées (- 6 %) compensant la progression dans les autres sous-secteurs (équipements de communication, équipements électroniques médicaux, matériel optique, etc.).

ALUMINIUM : Sur le marché de l'aluminium, les prix mondiaux apparaissent plutôt élevés (aux alentours de 2 600 \$ la tonne au comptant sur le *London Metal Exchange*). Dans notre pays, la demande en provenance des principaux secteurs clients évolue de façon très hétérogène : celle du bâtiment a plongé d'environ 16 % l'an dernier d'après les remontées d'Aluminium France et celle de l'automobile souffre d'un manque certain de visibilité quoique la croissance à venir pourrait être au rendez-vous en cas de reprise du marché du véhicule électrique. A l'inverse, la demande en provenance de l'emballage et de l'aéronautique a été correcte en 2024 et le resterait cette année, celle du transport d'énergie s'étant même montrée franchement vigoureuse.

En attendant la parution des bilans régionaux annuels dans l'industrie qui seront publiés par la Banque de France ces prochaines semaines, BPI France vient de dévoiler les résultats de sa dernière enquête de conjoncture semestrielle. **Les soldes d'opinions sur l'activité mesurés auprès des responsables de PME en novembre dernier apparaissent à présent négatifs dans toutes les régions, sauf en Occitanie où il est nul** ; dit autrement, sur le champ de l'ensemble de l'économie, le chiffre d'affaires aurait reculé presque partout en 2024, alors qu'une hausse (même minime) était le plus souvent envisagée au mois de mai. Les révisions portent également sur les investissements, dont le repli aurait finalement été un peu plus accusé que celui imaginé six mois auparavant.

Dans l'industrie, les carnets de commandes mesurés à l'échelle nationale se sont de nouveau érodés en décembre 2024, d'après l'enquête menée par la Banque de France ; ils restent jugés dégarnis dans tous les secteurs à l'exception de l'aéronautique. Dans la branche de la métallurgie, 21 % des chefs d'entreprise sondés par l'UIMM de la Manche en novembre évoquaient des difficultés liées aux prises de commandes, soit le second motif de préoccupation derrière celui lié aux difficultés

de recrutement (34 %). En Drôme-Ardèche, 57 % jugeaient que leurs carnets s'étaient dégradés au second semestre, tandis que, dans les Côtes d'Armor, la moitié des dirigeants interrogés au troisième trimestre évoquait une visibilité du carnet inférieure à deux mois contre environ un tiers les trimestres précédents. Enfin, en Savoie, la moitié également estimait à la même période que ce dernier était insuffisant, et, 41 % le considéraient satisfaisant.

Les difficultés d'approvisionnement varient peu ces derniers mois : elles concernent environ 10 % des entreprises industrielles, moyenne qui masque toutefois encore des écarts significatifs puisqu'elles sont faibles dans la plupart des secteurs mais aiguës dans les matériels de transport et en premier lieu l'aéronautique (44 % les mentionnent). Par ailleurs, les prix n'évoluent guère : 4 % des dirigeants déclarent les avoir accrus en décembre 2024 (ratio équivalent à la moyenne constatée avant la pandémie) et 4 % les ont abaissés. Sur le champ de la métallurgie, même s'il stagne ces derniers mois, le volume de la production a cédé pas loin de 2 % en moyenne annuelle 2024, après quasiment + 4 % en 2023. De leur côté, les exportations de biens métallurgiques exprimées en valeur plafonnent alors que les achats à l'étranger se sont plutôt développés, si bien que le déficit extérieur est repassé au-dessus de la barre des 5 milliards d'€ au mois de novembre pour la première fois depuis mars 2023. Notons que le poids des importations depuis nos deux principaux fournisseurs- l'Allemagne et la Chine (respectivement 16 et 15 % du total de nos approvisionnements en biens métallurgiques en 2024)- est stabilisé, alors que celui depuis les Etats-Unis atteint à présent 8 %, distançant l'Italie (à peine 7 %) et l'Espagne (6,6 %).

Au-delà du repli sensible de l'activité à l'œuvre dans certains secteurs comme l'automobile et les agroéquipements, **le bâtiment neuf peine à sortir de l'ornière, bien que le déclin des mises en chantier de logements semble s'être stoppé à l'automne** ; rappelons que près de 15 % des intrants utilisés dans la branche de la construction sont des produits métallurgiques (ossatures, modules, portes et fenêtres, etc.). Globalement, le reflux des taux d'intérêt amorcé au début 2024 (- 70 points de base depuis lors pour les crédits nouveaux à l'habitat) redonne progressivement du pouvoir d'achat immobilier aux ménages, d'autant que les prix s'inscrivent sur une pente descendante.

Longtemps en surplomb, l'emploi privé en France a cessé de grimper. Il devrait désormais diminuer, notamment au vu de la forte montée du nombre de salariés entrés à France Travail après un licenciement pour motif économique : selon la Dares, leur nombre était de 38 600 au second trimestre 2024, un plus haut depuis la crise sanitaire. De surcroît, les sorties des listes de France Travail au motif d'une reprise d'un poste sont tombées à un plus bas historique cet automne (2020 excepté). **Dans la métallurgie- approchée ici en agrégeant les codes NAF CH à CM-, le stock des effectifs a diminué de l'ordre de 6 000 à l'été, pour les deux tiers en raison de la contraction de l'intérim.** Depuis 2019, le recul s'établit autour de 10 000, quoique, hors intérim, une hausse du même ordre est comptabilisée sur la période grâce à la réparation de machines, aux biens d'équipement et aux autres matériels de transport que l'automobile ; à l'inverse une perte d'environ 17 000 est enregistrée dans les produits métalliques et de 26 000 dans l'automobile. D'après les données compilées par les Urssaf, sur près de cinq ans, six régions ont obtenu un accroissement des effectifs (au premier rang desquelles le PACA l'Occitanie, les Pays de la Loire et la Bretagne, chacune affichant au moins + 5 % hors intérim), tandis que le Centre-Val de Loire et la Bourgogne-Franche-Comté ont vu les leurs se réduire de plus de 5 %.

Toujours dans la métallurgie, les chambres syndicales territoriales de l'UIMM constatent une forte augmentation des sollicitations relatives aux licenciements pour motif économique depuis l'été 2024, provenant principalement d'entreprises de moins de 300 salariés et pour de "petits" licenciements économiques (moins de 10 salariés sur une même période de 30 jours). Les secteurs les plus concernés sont la mécanique, l'automobile et cycle, ainsi que les alliages et produits métalliques.